Suite aux provocations du régime colombien, qui menace d'une intervention armée sur le territoire vénézuélien sous le faux prétexte que ce dernier abriterait des bases de la guérilla des FARC, le président Hugo Chavez a décidé de suspendre toutes les relations diplomatiques avec la Colombie. Il est clair qu'une fois de plus le régime colombien agit en parfait satellite des Etats-Unis qui, par ailleurs, multiplient actuellement les manoeuvres et les tensions militaristes aux quatre coins du globe. Nous publions ci-dessous une déclaration de Marea Socialista, organisation marxiste-révolutionnaire vénézuélienne avec laquelle la IVe Internationale entretient des relations fraternelles. (LCR-Web)

La provocation d'Uribe et du parti du narcotrafic qui domine le régime colombien porte à une limite d'extrême tension les relations entre la Colombie et le Venezuela bolivarien. La droite, l'oligarchie et les pro-yankees vénézuéliens présentent l'attitude du président Chavez comme une manoeuvre électorale ou comme un problème exploité par le gouvernement à coup de propagande et de chauvinisme.

Pourtant, c'est un fait avéré que ces derniers mois ont vu se succéder des mouvements de troupes des Etats-Unis et des opérations spéciales du Mosad et de la CIA au niveau international qui ne peuvent être interprétés comme des événements isolés. Il y a des déploiements de forces militaires importantes au Moyen-Orient pour menacer l'Iran; l'attaque de la Flottille humanitaire pour Gaza de la part de l'armée israélienne et la volonté de soumettre encore plus le peuple palestinien. Il y a la situation en Afghanistan, la tension croissante contre la Corée du Nord...

Il serait naïf de croire que toutes ces opérations ne sont pas reliées entre elles. Il s'agit d'une stratégie globale, qui entre en consonnance avec la réactivation et les manoeuvres de la IVe Flotte yankee dans les Caraïbes; avec les 7 bases militaires colombiennes que peut utiliser l'armée US quand elle le veut, avec l'autorisation accordées à 46 navires de guerre et 13.000 marines de stationner au Costa Rica; le renforcement des bases d'Aruba et de Curaçao; l'autorisation de se réinstaller à Panama, le débarquement de troupes en Haïti...

Uribe rend son dernier service à ses maîtres impérialistes

Après avoir échoué à se faire sa réélire, le président colombien Uribe rend son dernier service à ses maîtres yankees. Il provoque une situation de tension et d'affrontement contre le gouvernement du président Hugo Chavez qui peut déboucher sur un incident grave, capable d'allumer l'incendie dans toute la région.

Que les gesticulations musclées d'Uribe sont une bravade gratuite ou une réelle provocation, le devoir du peuple révolutionnaire est de se préparer au pire des scénarios. Nous, « Marea Socialiste », courant de militant-e-s du PSUV (Parti socialiste Uni du Venezuela), nous pensons qu'il est impossible de maintenir cette paix précaire avec des propositions telles qu'elles ont été formulées par le président brésilien Lula.

« Le gouvernement du Brésil va proposer aux gouvernements de Colombie et du Venezuela qu'ils collaborent dans la surveillance de leur frontière commune afin de donner une solution définitive à leurs conflits », a déclaré hier le conseiller aux affaires internationales de la présidence brésilienne, Marco Aurelio Garcia.

Nous rejetons catégoriquement cette position. On ne peut permettre aux militaires fascistes du régime d'Uribe de contrôler le territoire vénézuélien. Ce serait une claire violation de la souveraineté et tomber à pieds joints dans le piège tendu par l'impérialisme et Uribe. Cela revient en outre à accepter que son mensonge est une vérité.

Pour défendre le processus: approfondir la révolution

Le secrétaire général de l'OEA (Organisation des Etats Américains), le pro-impérialiste Insulza, a eu l'outrecuidance d'affirmer dans des déclarations publiques que notre continent n'avait pas connu de guerre au cours des 100 dernières années, mis à part quelques confrontations mineures comme les cas des affrontements entre l'Equateur et le Pérou ou entre le Salvador et le Honduras. Cependant, il a cyniquement « oublié » la Guerre des Malouines qui, au-delà de la dictature argentine, fut une tentative d'en finir avec une des dernières enclaves coloniales vieille de plus de 400 ans.

Cette guerre, livrée par des généraux sanguinaires et lâches, nous enseigne justement « en négatif » ce qu'il est nécessaire de faire pour ne pas perdre un processus révolutionnaire.

Mesures pour mobiliser tout le peuple révolutionnaire afin de défendre notre processus

Sur le terrain militaire

Mobiliser, entraîner et accélérer la dotation en armes afin d'accomplir la consigne révolutionnaire de l'armement du peuple. Equiper tous les corps combattants (milices) dans les entreprises, à la campagne, dans les universités, dans les quartiers. Outre l'accélération de leur entraînement, accomplir l'ordre du président Chavez donné en mai 2009 qui stipule que les armes soient entreposées dans les lieux de travail, d'études et dans les quartiers afin d'être immédiatement utilisées si nécessaire. Dans tous les corps combattants doit prédominer la discipline militaire la plus stricte couplée à la liberté la plus vaste de discussions concernant les mesures politiques nécessaires à prendre afin de mettre en déroute l'agression yankee-colombienne si elle se produit.

Sur le terrain économique

Nous saluons la proposition du président Chavez de ne plus fournir de pétrole aux Etats-Unis en cas d'agression. Cependant, nous pensons que cette mesure est insuffisante pour affronter le pouvoir en crise, mais encore très puissant, des yankees. Nous proposons les mesures complémentaires suivantes:

Confiscation immédiate de tous les biens, capitaux et entreprises multinationales yankees et colombiennes présents au Venezuela. En particulier celles liées aux derniers contrats et concessions d'entreprises mixtes octroyés dans la Frange de l'Orénoque. Mise sous contrôle des travailleurs-euses de toutes ces entreprises (pétrolières, industrielles, financières ou commerciales) confisquées.

Instauter le contrôle ouvrier dans l'industrie pétrolière et pétro-chimique une bonne fois pour toutes pour en finir avec sa gestion bureaucratique, à l'image de ce qui se fait dans les industries électriques, alimentaires, etc. Cette mesure est fondamentale afin de maintenir le fonctionnement, augmenter la production et déjouer les noyaux et les sabotages contre-révolutionnaires dans ces entreprises.

Instaurer le monopole d'Etat sur tout le commerce extérieur, tant pour les aliments, les médicaments, que pour tous ce qui est nécessaire afin de mettre sur pied une industrie réellement autonome de l'impérialisme.

Annulation de toutes les dettes publiques à l'encontre des banques impérialistes.

Dans les médias

Interdiction de toute information venant des médias impérialistes sur l'évolution de l'agression si elle se produit. Confiscation des médias qui ne respectent pas cette interdiction ou qui favorisent les agresseurs impérialistes par leurs informations. Remise de ces médias aux organisations sociales révolutionnaires telles que l'Union nationale des travailleurs (UNT), syndicats, conseils ouvriers, etc.

Sur le terrain international

Demander la solidarité de tous les peuples et gouvernements d'Amérique latine et du monde afin qu'ils agissent contre l'agression. Appeler à une mobilisation internationale immédiate dès le début de l'agression.

Stalin Pérez, Gonzalo Gómez, Andrea Pacheco, Alexander Marín, Juan García, Zuleika Matamoros, Igor Alcalá, Gustavo Martínez, Luisana Melo, Lucero Benítez, Norman Bolcan, Ismael Hernández, Osman Cañizales, Christian Pereira, Jesús Vargas, Efrén Méndez, William Porras, Alí Verenzuela, Lilian Sanguino, Raúl Román, Vicente Osorio, Alexis Peña, Alexis Guerrero, Wilmer Aguilar, Roberto López, Rubén Linares, Vilma Vivas, Franklin Zambrano, Jesús Borges, Nieves Tamaroni, José Melendez, Elio Sayago, Daniel Rodríguez, José Tatá

Traduction pour le site LCR-La Gauche

http://mareasocialista.com